
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 MAI 1921.

Projet de loi

relevant le droit de timbre établi sur les permis de port d'armes de chasse
et instituant un permis de tendarie aux oiseaux.

EXPOSE DES MOTIFS

MESSIEURS,

La raison majeure qui justifie le projet de loi est évidemment de créer à l'État les nouvelles ressources dont il a besoin pour faire face aux plus strictes nécessités budgétaires.

Mais en demandant aux chasseurs une quote-part de ces ressources, le Gouvernement a l'impression que le taux imposé ne paraîtra pas excessif, même aux chasseurs peu fortunés, en raison de la baisse de la valeur de l'argent et des prix actuels du gibier, s'il est entendu qu'un tantième des recettes sera affecté à l'organisation d'une meilleure surveillance de la chasse.

Il faut tenir compte que si la chasse est un sport, elle contribue en même temps au bien-être de la Nation, dans une mesure qui n'est pas négligeable. Elle favorise l'industrie, le commerce et l'alimentation ; elle occupe une foule d'aides qui y trouvent un salaire régulier, intermittent ou supplémentaire ; elle concourt à l'équilibre budgétaire d'un grand nombre de communes et d'établissements publics.

A ces divers titres, elle mérite d'être protégée et encouragée par les pouvoirs publics.

L'article 24 de la loi sur la chasse du 28 février 1882 prévoit bien que les bourgmestres, échevins, commissaires de police, gendarmes, gardes forestiers, cantonniers, chefs de station, gardes champêtres et employés des douanes sont compétents pour rechercher et constater les infractions aux lois et règlements sur la matière ; mais il faut reconnaître que les attributions directes ou principales de tous ces représentants de l'autorité sont, en général, fort absorbantes et ne leur permettent de s'occuper qu'à titre accessoire de la répression des délits de chasse. Il en résulte que, sauf dans les cantons surveillés spécialement par des gardes particuliers — dont le nombre dimi-

nuera par suite des traitements excessifs qu'ils exigent — le gibier n'existe pas en quantité normale.

Il est de l'intérêt du petit chasseur, plus encore que du grand, que le Gouvernement se préoccupe d'assurer le respect des mesures de protection, par une répression plus effective et plus générale du braconnage et du trafic illégitime de gibier.

La multiplication du gibier indigène, précisément des espèces (lièvres, perdreaux, chevreuils) dont les dommages à l'agriculture sont ordinairement nuls ou insignifiants, s'en ressentira favorablement, au grand avantage des intéressés, de l'alimentation et du pays en général.

En affectant au renforcement de la surveillance 15 à 20 p. c. des recettes nouvelles que produira le relèvement du droit de timbre des permis de port d'armes de chasse, le Gouvernement espère, avec l'aide des organismes privés existants, donner satisfaction au vœu unanime des chasseurs, sans nuire aux intérêts supérieurs de l'agriculture.

Le nombre de permis de ports d'armes délivrés en 1880 était de 11,000; il s'est élevé à 15,000 en 1900 et à 20,000 en 1913. Il atteint 20,303 en 1919, et 22,363 en 1920.

L'article 2 a pour but de parer à la fraude qu'entraîne inévitablement tout relèvement de tarif.

Quelle serait la situation du chasseur *étranger, invité exceptionnellement* à chasser chez des amis ou chez des parents en Belgique?

Une ou deux journées de chasse ne valent pas 200 francs. Aussi verra-t-on si l'on n'y prend garde, se généraliser l'habitude de venir faire le coup de feu en Belgique, sans bourse délier.

D'autre part, le port d'armes belge à 200 francs isolera le chasseur belge, car il l'empêchera de rendre à ses amis de France et d'Angleterre, notamment, les politesses qu'il reçoit chez nos alliés. Le chasseur étranger a droit à réciprocité.

L'article 2 prévoit l'octroi, au bénéfice de chasseurs étrangers, de licences de chasse, à prix réduit, valables pour cinq jours consécutifs.

L'article 3 prévoit la création d'un permis de tendarie.

La tendarie est un mode de chasse qu'il semble rationnel de frapper d'une taxe au même titre que la chasse à tir.

Les oiseaux capturés pour servir à l'alimentation (grives, alouettes, etc.), constituent une nourriture de luxe.

Ceux destinés à être tenus en cage, pour leur chant, font l'objet d'un commerce rémunérateur.

En adhérant à la Convention internationale du 19 mars 1902, prise pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture, la Belgique s'est engagée à restreindre l'emploi des méthodes, engins et moyens de capture et de destruction en masse des oiseaux. L'imposition d'une taxe sur les oiseleurs et les tendeurs aux grives rentre dans la série des mesures à prendre en exécution de cet engagement. Elle permettra d'exercer une surveillance plus directe sur les intéressés et de refuser le permis à ceux qui se sont rendus coupables d'infractions aux lois et règlements sur la matière.

Au surplus, la Commission ornithologique, nommée en 1903 et composée de tendeurs, d'ornithologistes, d'agronomes et de forestiers, s'est déjà prononcée à cette époque pour l'établissement d'une taxe non prohibitive.

Le Ministre de l'Agriculture,

B^{ns} RUZETTE.

Le Ministre des Finances,

G. THEUNIS.



PROJET DE LOI

relevant le droit de timbre établi sur les permis de port d'armes de chasse et instituant un permis de tenderie aux oiseaux.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives, par Nos Ministres de l'Agriculture et des Finances.

ARTICLE PREMIER.

Le droit de timbre de 100 francs, établi par l'article 14 de la loi du 24 octobre 1919, sur les permis de port d'armes de chasse et les permis de chasse au lévrier, est porté à 200 francs à partir du 1^{er} juillet 1921.

Le montant de la taxe provinciale ne pourra être supérieur à 20 francs.

ART. 2.

Les porteurs d'un permis de port

WETSONTWERP

waarbij het zegelrecht verhoogd, gesteld op de verlofbrieven voor het dragen van jachtwapens, en waarbij een verlofbrief voor het vogelvangen met netten ingevoerd.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Landbouw en van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet, waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen Naam bij de Wetgevende Kamers ingediend worden door Onze Ministers van Landbouw en van Financiën :

ARTIKEL ÉÉN.

Het zegelrecht van 100 frank, bij artikel 14 der wet van 24 October 1919 gesteld op de verlofbrieven voor het dragen van jachtwapens en op de verlofbrieven voor het jagen met den hazewind, wordt op 200 frank gebracht vanaf 1 Juli 1921.

Het bedrag der provincietaxe mag niet hooger dan 20 frank zijn.

ART. 2.

De houders van een belgischen

d'armes de chasse belge peuvent obtenir, pour leurs invités n'habitant pas le royaume, des licences de chasse valables pour cinq jours consécutifs, frappées d'un droit de timbre de cinquante francs et mentionnant expressément, avec le nom du titulaire, les dates et les lieux où il en sera fait usage.

Un arrêté royal réglera le mode, la forme et les conditions de leur délivrance.

Toute contravention à ces règles sera punie d'une amende de 100 fr.

ART. 3.

Le Gouvernement instituera, par un règlement d'Administration générale pris en exécution de l'art. 31 de la loi sur la chasse, un permis de tenderie au filet et un permis de tenderie aux grives à l'aide de lacets.

Ces permis, valables pour l'année au cours de laquelle ils sont délivrés, seront personnels et frappés d'un droit de timbre, au profit de l'État, fixé comme suit :

A. — Trente francs par filet pour la tenderie au filet.

Ce droit sera réduit à 10 francs pour les personnes qui ne pratiquent la tenderie que les dimanches et les jours de fête légale.

B. — Quarante francs pour la tenderie aux grives à l'aide de lacets.

Ce droit sera réduit à 20 francs pour les personnes dont la tenderie ne comporte pas plus de 1000 lacets.

Le règlement d'administration générale fixera le mode, la forme et

verlofsbrief voor het dragen van jachtwapens kunnen, voor hunne niet in het koninkrijk wonende uitgenoodigden, jachtvergunningen bekomen die voor vijf achtereenvolgende dagen geldig zijn, belast met een zegelrecht van 30 frank, en waarop uitdrukkelijk, bij den naam van den titularis, de datums en de plaatsen waar er gebruik zal van gemaakt dienen vermeld. Een koninklijk besluit zal de wijze, den vorm en de voorwaarden hunner aflevering regelen. Alle overtreding van die regelen zal gestraft worden met een boete van 100 frank.

ART. 3.

De Regeering zal, door een reglement van algemeen Beheer, genomen in uitvoering van artikel 31 der wet op de jacht, een verlofsbrief voor het vogelvangen met netten en een verlofsbrief voor het lijstervangen met strikken invoeren. Die verlofsbrieven, geldig voor het jaar in den loop van hetwelk zij worden afgeleverd, zijn persoonlijk en belast met een zegelrecht ten bate van Staat, als volgt vastgesteld :

A. 30 frank per net, voor het vogelvangen met netten. Dit recht wordt verminderd tot 10 frank voor de personen, die slechts op zondagen en wettige feestdagen vogelen vangen met netten.

B. 40 frank voor het lijstervangen met strikken. Dit recht wordt verminderd tot 20 frank voor de personen, die niet meer dan 1,000 strikken spannen.

Het reglement van algemeen Beheer zal de wijze, den vorm en de

les conditions de délivrance des permis.

Les infractions aux dispositions du présent article seront punies d'une amende de cinquante francs.

Il n'est rien modifié aux taxes existantes établies par certaines provinces et communes.

Donné à Bruxelles, le 28 avril 1921.

voorwaarden van aflevering der verlofbrieven regelen.

De overtredingen van de bepalingen van onderhavig artikel zullen gestraft worden met een boete van 50 frank.

Er wordt niets gewijzigd aan de bestaande taxes, door sommige provinciën en gemeenten gesteld.

Gegeven te Brussel, den 28^a April 1921.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de l'Agriculture,

Van 's Konings wege,
De Minister van Landbouw

Bon RUZETTE.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

G. THEUNIS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 Mei 1921.

Wetsontwerp

waarbij het zegelrecht verhoogd, gesteld op de verlofbrieven voor het dragen van jachtwapens, en waarbij een verlofbrief voor het vogelvangen met netten ingevoerd.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De hoofdbewegreden, die het ontwerp van wet rechtvaardigt, is voorzeker, den Staat de nieuwe hulpmiddelen te verschaffen welke hij noodig heeft om in de allernoodzakelijkste begrootingsbehoeften te voorzien.

Evenwel is de Regeering, waar zij den jagers een aandeel van die hulpmiddelen vraagt, van meening dat het opgelegde bedrag niet overdreven zal blijken, zelfs niet aan weinig bemiddelde jagers, wegens de lage waarde van het geld en de huidige prijzen van het wild, voornamelijk gezien er besloten is dat een deel der ontvangsten zal benuttigd worden tot het inrichten van een beter jachttoezicht.

Er dient rekening van gehouden dat de jacht, alhoewel een sport, tevens bijdraagt tot het welzijn der Natie in een niet te onderschatten mate. Zij bevordert de nijverheid, den handel en de voedselvoorziening; zij bezorgt bezigheid aan een menigte helpers die er een regelmatig, afwisselend of bijkomend loon bij verdienen; zij helpt de begroting van een groot aantal gemeenten en openbare inrichtingen in evenwicht houden.

Om die onderscheiden redenen verdient zij beschermd en aangemoedigd te worden door de openbare machten.

Artikel 24 der jachtwet van 28 Februari 1882 voorziet wel dat de burgemeesters, schepenen, politiecommissarissen, gendarmen, boschwachters, kantonniers, statieoversten, veldwachters en tolbeambten bevoegd zijn tot het opsporen en vaststellen der overtredingen van de desbetreffende wetten en reglementen; maar het dient erkend dat de rechtstreeksche of bijzonderste bezigheden van al die vertegenwoordigers der overheid in 't algemeen zeer veel tijd vergen en hun enkel veroorloven het beteugelen der jachtmisdrijven als bijzaak te behartigen. Daaruit volgt dat, behalve in de kan-

tons welke op bijzondere wijze bewaakt worden door particuliere wachters, wier aantal zal verminderen wegens de buitensporige loonen die zij eischen, het wild niet in normale hoeveelheid voorkomt.

Het is in het belang van den geringen jager, meer nog dan in dit van den voornamen, dat de Regeering er naar streve de beschermingsmaatregelen te doen eerbiedigen door een doelmatiger en algemeener beteugelen van de wildstrooperij en van den sluikhandel in wild.

De aangroei van het inlandsch wild, voornamelijk de soorten (hazen, patrijsjes, reebokken) die gewoonlijk geen of luttel schade toebrengen aan den landbouw, zal er gunstig door beïnvloed worden, tot groot voordeel van de belanghebbenden, van de voeding en van het Land in 't algemeen.

Door het benuttigen, ter versterking van het toezicht, van 15 tot 20 t. h. der nieuwe inkomsten die het verhoogen van het zegelrecht op het dragen van jachtwapens zal opleveren, hoopt de Regeering, met behulp der bestaande private instellingen, te kunnen voldoen aan den algemeenen wensch der jagers, zonder de hoogere landbouwbelangen te benadeelen.

Het aantal verlofbrieven voor het dragen van wapens was 11,000 in 1880; het steeg tot 15,060 in 1900 en tot 20,000 in 1913. Het kwam tot 20,503 in 1919, en tot 22,565 in 1920.

Artikel 2 strekt tot het te keer gaan van het bedrog, dat onvermijdelijk volgt uit elk tariefverhoogen.

Hoe zou de toestand zijn van den *vreemden jager, bij uitzondering* uitgenoodigd te komen jagen bij vrienden of verwanten in België.

Een of twee dagen jacht zijn geen 200 frank waard. Ook zal, zoo men er geen wakend oog op houdt, de gewoonte meer en meer aangenomen worden in België even te komen schieten zonder te betalen.

Anderzijds zou de prijs van 200 frank voor het Belgisch verlof tot het dragen van wapens den Belgischen jager afzonderen, daar het hem zou verhinderen zijne vrienden, voornamelijk die uit Frankrijk en Engeland, even heusch te bejegenen als hij door onze bondgenooten onthaald wordt. De jager uit den vreemde heeft recht op die wederkeerige hoffelijkheid.

Artikel 2 voorziet het verleenen, ten behoeve der jagers uit den vreemde, van jachtvergunningen aan verminderden prijs en geldig voor vijf achtereenvolgende dagen.

Artikel 3 voorziet het invoeren van een verlofbrief voor het vogelvangen met netten.

Het vogelvangen met netten is eene wijze van jagen welke het redelijk blijkt te belasten met eene taxe evenals het jagen met het geweer.

De vogels, gevangen om te dienen als voedsel (lijsters, leeuwerikken, enz.) zijn een gerecht van weelde.

De zangvogels bestemd om in kooien te zetten, worden winstgevend verhandeld.

Bij het toetreden tot de Internationale Conventie van 19 Maart 1902, gesloten ter bescherming der voor den landbouw nuttige vogels, heeft België zich verbonden tot het beperken van het gebruik der methoden, tuigen en middelen tot het in massa vangen en verdelgen der vogels.

Het stellen eener taxe op de vogelvangers en de lijstervangers met netten behoort tot de reeks maatregelen, te treffen in uitvoering van die verbintenis. Zij zal toelaten een rechtstreekscher toezicht over de belanghebbenden te houden, en den verlofbrief te weigeren aan hen die zich zullen plichtig gemaakt hebben aan overtredingen van de desbetreffende wetten en reglementen.

Daarenboven heeft de Commissie van Vogelkunde, benoemd in 1903 en bestaande uit vogelvangers, vogelkundigen, landbouw- en boschbouwkundigen, toen reeds den wensch geuit dat er een niet verbiedende taxe zou ingevoerd worden.

De Minister van Landbouw,

B^{on} RUZETTE.

De Minister van Financiën,

G. THEUNIS.
